

<http://divergences.be/spip.php?article4139>



À Haïfa, où la "coexistence" exige le silence sur les crimes de guerre d'Israël

- Aujourd'hui - 2025 - septembre 2025 - En attendant la rentrée -

Publication date: mercredi 9 juillet 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [+972mag](#)

Samedi dernier, j'ai rejoint des milliers de personnes dans les rues pour protester contre le génocide. Mais les réactions négatives qui ont suivi m'ont amené à me demander si j'étais le bienvenu dans ma propre ville.

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH268/haifa1_-_copie-14dd9.png]

Des manifestants défilent dans les rues de Haïfa pour demander la fin de la guerre d'Israël contre Gaza, le 31 mai 2025. (Yahel Gazit

Je voudrais commencer par une confession : c'était la première fois que je participais à une manifestation contre la guerre génocidaire d'Israël contre Gaza. Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre, comme beaucoup d'autres citoyens palestiniens, j'avais peur, non seulement de la guerre elle-même, mais aussi de l'escalade de la campagne de répression policière d'Israël.

Selon Adalah, une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme et un centre juridique basé à Haïfa, plus de 400 citoyens palestiniens ont été arrêtés ou détenus d'octobre 2023 à fin mars 2024. Plus tard, entre mai et juillet 2024, au moins 34 protestataires ont été arrêtés pour avoir participé à des manifestations pacifiques contre la guerre.

En tant que mère de deux enfants - 11 et 5 ans - ma principale préoccupation était leur sécurité et la mienne, afin que je puisse être avec eux pendant ces moments difficiles. À Haïfa, où nous vivons, les missiles du Hezbollah et l'invasion du Liban par Israël l'année dernière ont rendu la guerre beaucoup plus proche de nous. Malgré cela, la tension qui régnait dans le nord du pays n'était qu'un lointain écho par rapport à la dévastation qui se déchaînait sur Gaza.

Je pensais également que mon travail de journaliste, aux côtés de mes collègues de +972, était suffisant - que le fait de rapporter et d'exposer les crimes d'Israël pourrait contribuer à arrêter la guerre. Mais quelque chose a changé.

J'ai senti que je ne pouvais plus rester à la maison. Je devais descendre dans la rue pour crier contre la guerre et demander, au minimum, un cessez-le-feu. Pendant des mois, j'ai voulu participer à une manifestation qui serait réellement vue et entendue par le public israélien, et non à l'une de ces petites manifestations dans les villages et villes palestiniens. Là, nous criions jusqu'à ce que nos voix se brisent, mais personne ne nous entend, à l'exception de la police, qui cherche des drapeaux palestiniens ou des banderoles portant le mot "génocide", avide d'une excuse pour procéder à des arrestations.

Aussi, lorsque l'occasion s'est présentée samedi dernier de défilé dans les rues de Haïfa - une ville mixte juive et palestinienne, où vivent plus de 40 000 citoyens palestiniens représentant environ 11 % de la population - j'ai su qu'il fallait que je sois là.

Pourtant, je me suis sentie mal à l'aise face au langage utilisé pour promouvoir la manifestation. Les tracts et les messages sur les réseaux sociaux proclamaient : "Assez de guerre", "Oui à la paix" et "Un État palestinien maintenant". Je ne savais plus très bien ce que signifiait le mot "paix", ni si un État palestinien était une possibilité réelle à l'heure actuelle. Mais je n'ai ressenti aucune hésitation lorsqu'il s'est agi d'un seul message : la guerre, ça suffit !

[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH276/haifz2_-_copie-5e628.png]

Des manifestants défilent dans les rues de Haïfa pour demander la fin de la guerre d'Israël contre Gaza, le 31 mai 2025.

Faire tomber la barrière de la peur

La manifestation était organisée par le Partenariat pour la paix, une vaste coalition de dizaines d'organisations et de partis politiques unis autour d'un appel commun : un cessez-le-feu immédiat, un accord pour ramener les otages israéliens chez eux et un engagement en faveur d'une égalité nationale et civile totale pour tous.

L'épine dorsale de cette coalition est le Front démocratique pour la paix et l'égalité (Hadash/Al-Jabha), le seul parti arabo-juif en Israël, bien que la grande majorité de ses membres et de ses électeurs soient des citoyens palestiniens d'Israël. Avant la manifestation, Reem Hazzan, l'un des principaux militants du parti Hadash/Al-Jabha et le chef de la section de Haïfa du parti, m'a déclaré que "le principal objectif de cette manifestation est de briser la barrière de la peur parmi les citoyens palestiniens d'Israël - la peur de descendre dans la rue et d'appeler à la fin de la guerre".

Plus tôt dans la journée, j'avais remarqué que l'itinéraire de la manifestation ne traversait que la partie arabo-palestinienne du centre-ville de Haïfa. J'ai eu l'impression, une fois de plus, que la manifestation était confinée dans un espace arabe - comme si nous étions de retour dans une ville ou un village arabe, loin des yeux et de l'esprit. Je savais qu'il fallait que je sois là, mais bien que les organisateurs aient incité les familles à se joindre à eux, j'ai décidé de laisser mes enfants à la maison.

J'avais peur de la violence policière qui fait depuis longtemps partie de nos vies, quelque chose que j'ai vu depuis mon enfance, mais que je n'ai jamais eu à affronter en tant que mère. Je ne savais pas comment je réagisais si je voyais un policier bousculer mon fils de 11 ans ou si ma fille de 5 ans se mettait à crier de peur. J'avais peur que mon instinct de protection nous mette tous en danger, et je ne pouvais pas supporter l'idée qu'ils voient leur mère détenue ou arrêtée.

Plus tard, Reem a expliqué la raison d'être de cet itinéraire. "La police a essayé par tous les moyens de nous empêcher de manifester. Notre plan initial incluait la rue Ben Gurion - un léger détour dans un espace plus mixte - mais la police nous a prévenus que des affrontements étaient probables", a-t-elle déclaré, me rappelant la fois où des militants d'extrême droite avaient passé à tabac des manifestants lors d'une manifestation contre la guerre menée par Israël contre Gaza en 2014. "Nous voulions que les manifestants se sentent en sécurité, alors nous avons légèrement modifié l'itinéraire pour éviter les affrontements."

Alors que je me dirigeais vers le point de rencontre de la rue Bishop Hajar, la première chose que j'ai remarquée était l'importante présence policière - des officiers lourdement armés, se tenant à chaque coin de rue, surveillant, attendant. Pendant un moment, j'ai craint qu'il y ait plus de policiers que de manifestants. Mais en m'approchant, j'ai été soulagé de voir qu'une foule de 2 000 personnes s'était déjà rassemblée, composée principalement de citoyens palestiniens d'Israël, avec un nombre significatif d'Israéliens juifs.

Bien qu'aucun drapeau palestinien n'ait été déployé, les couleurs nationales - rouge, vert, noir et blanc - ont constitué un thème visuel dominant tout au long de la manifestation. Les manifestants portaient une grande structure en forme de pastèque, un symbole utilisé depuis longtemps pour contourner l'interdiction d'arborer le drapeau palestinien, ainsi que des affiches ornées de fleurs aux couleurs du drapeau.

L'ancien député Yousef Jabareen (Hadash/Al-Jabha) s'est joint à la marche et m'a dit que c'était la première fois qu'une manifestation contre la guerre passait dans les rues d'une ville mixte. "Nous savons que les gens ont peur. J'espère que cette manifestation - et la présence d'une foule aussi nombreuse, en particulier de jeunes - encouragera davantage de personnes à exprimer leur position nationale, morale et humaine et à s'opposer à la

guerre."

Interrogé sur l'absence de drapeaux palestiniens, M. Jabareen a été franc : "Les gens ont légalement le droit de hisser des drapeaux palestiniens, mais il est clair que [le ministre de la sécurité nationale, Itamar] Ben Gvir a donné l'ordre de ne pas le faire. C'est un dilemme. Je pense que les organisateurs n'ont pas voulu prendre le risque que la manifestation soit arrêtée.

Gaza a gagné - et Gaza gagnera

Les photographies d'enfants tués par les attaques israéliennes à Gaza - plus de 17 000 depuis le 7 octobre - figuraient parmi les éléments visuels les plus puissants de la manifestation. J'ai passé quelques minutes à marcher aux côtés d'Adi Ronen Argov, qui tenait une photo d'Olina Bakron, 9 ans, tuée le 26 mai lors du bombardement de l'école Fahmi Al-Jarjawi de Gaza, qui servait d'abri. Sur l'affiche d'Adi, Olina tient son certificat d'excellence de deuxième année, rayonnante de fierté.

Je me suis demandé ce qu'elle aurait pu faire si elle avait eu la chance de terminer ses études secondaires et d'obtenir un diplôme universitaire. Serait-elle devenue médecin ? Musicienne ? Une danseuse, un ingénieur, peut-être un avocat ? Aujourd'hui, ces questions sur l'avenir d'Olina - les mêmes que je me pose lorsque je regarde ma propre fille - n'ont plus d'espace pour exister. Elles ont été enterrées avec elle.

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH263/haifa4-a187e.png>]

Adi Ronen Argov tient une photo d'Olina Bakron, une Palestinienne de 9 ans, tuée à Gaza, lors de la manifestation à Haïfa, le 31 mai 2025. (Ghousoon Bisharat)

Adi est la rédactrice en chef de The Daily Files, une initiative bénévole indépendante qui documente les crimes de guerre commis par Israël à Gaza. Elle et ses amis participent à toutes les manifestations contre la guerre, portant les portraits d'enfants palestiniens dont la vie a été enlevée. Je n'ai pas interrogé Adi. Je ne savais pas quoi lui demander, je me contentais de regarder les photos des petits enfants. Nous avons marché en silence.

Lorsque nous avons atteint le parking de l'église orthodoxe grecque Saint-Jean, dernière étape de la marche, il ne restait plus que la moitié des manifestants. J'ai ressenti une vague de soulagement en constatant que la manifestation s'était terminée pacifiquement. Au point de rassemblement, des amis ont raconté que la manifestation leur avait permis de "respirer", même si la guerre en cours a rendu encore plus difficile la perspective d'une fin viable de l'occupation israélienne ou de l'apartheid.

J'ai vite compris pourquoi beaucoup étaient déjà partis : c'était le moment où les discours commençaient. Et après plus de 600 jours passés à vivre ce cauchemar, qui a encore envie d'écouter des discours ? C'est alors que j'ai entendu le député Ayman Odeh, du parti Hadash/Al-Jabha, déclarer depuis l'estrade : "Il s'agit d'un génocide. Il s'agit d'un nettoyage ethnique. Israël est devenu un État paria dans le monde entier, parmi toutes les nations et en Occident". Le [Premier ministre Benjamin] Netanyahu normalise la guerre et nous normaliserons la résistance [contre la guerre]. C'est une perte historique pour l'idéologie de droite qui a été écrasée à Gaza. Gaza a gagné - et Gaza gagnera".

Ces derniers mots sont restés gravés dans ma mémoire : "Gaza a gagné - et Gaza gagnera". Je ne savais pas trop comment les interpréter. D'après tout ce que je sais, et d'après ce que j'entends quotidiennement de mes collègues et amis dans l'enclave, Gaza est dévastée. Je n'ai pas pu m'empêcher de me sentir mal à l'aise face à cette affirmation et je l'ai donc appelé le lendemain pour mieux comprendre ce qu'il voulait dire.

À Haïfa, où la "coexistence" exige le silence sur les crimes de guerre d'Israël

Mais avant que je puisse le faire, son discours a alimenté une réaction familière.
Pas les bienvenus dans notre ville

Le maire de Haïfa, Yona Yahav, n'a pas tardé à répondre à M. Odeh. "Quiconque crie lors d'une manifestation à Haïfa que Gaza a gagné et gagnera, ou parle de l'État d'Israël et de Tsahal en termes de crimes de guerre et de génocide, n'est pas le bienvenu dans notre ville. Les manifestants ne recherchent pas la paix et la réconciliation, mais l'incitation et l'exacerbation des passions, et cela ne les aidera pas. Même une minorité aussi extrémiste et nationaliste ne brisera pas la coexistence à Haïfa".

La déclaration de Yahav n'était que le début d'une vague d'incitation visant Odeh et Hadash/Al-Jabha. Bien que le parti judéo-arabe fasse partie de la coalition gouvernementale de Yahav au conseil municipal de Haïfa - une alliance improbable qui comprend des personnalités des partis Likoud et Yisrael Beiteinu - les membres de droite de cette même coalition exigent désormais l'expulsion du parti.

Outre Odeh, ces membres dirigent leur colère contre Raja Zaatry, membre du conseil municipal de Hadash, qui est l'un des organisateurs de la manifestation. Des images de Zaatry lors de la marche, en particulier une image le montrant sous la structure symbolique de la pastèque, ont rapidement circulé dans les groupes de médias sociaux d'extrême droite à Haïfa. Lorsqu'on lui a demandé de commenter ces appels à expulser Hadash de la coalition, le porte-parole du maire, Ofer Harel, n'a pas répondu ; Zaatry m'a dit qu'il n'avait pas eu de nouvelles du maire.

Mais la réaction ne s'est pas limitée à Haïfa. Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, a officiellement fait appel au procureur général Gali Baharav-Miara, demandant que l'immunité parlementaire d'Ayman Odeh lui soit retirée afin que la police puisse enquêter sur lui pour "incitation" et "soutien au terrorisme". Le député du Likoud, Tally Gotliv, a accusé M. Odeh d'être un "partisan du terrorisme", affirmant que son discours avait "aidé l'ennemi gazaoui".

Avigdor Liberman s'est fait l'écho de cette rhétorique, qualifiant Odeh de "partisan du terrorisme" et écrivant : "Quiconque dit que "Gaza a gagné et gagnera" alors que nos otages sont toujours captifs du Hamas et que les soldats de Tsahal se battent pour notre sécurité - sa place n'est pas à la Knesset israélienne, mais à Gaza". Le ministre de l'énergie, Eli Cohen, a qualifié Odeh de "cinquième colonne" et a demandé que son immunité parlementaire soit révoquée afin qu'il puisse être "envoyé en prison ou à Gaza".

Plus tard, M. Odeh a précisé sur X ce qu'il voulait dire : "Soutenir Gaza face à la guerre d'anéantissement menée par Ben Gvir et Netanyahu est une position morale et humainement nécessaire. Et des centaines de milliers de citoyens partagent cette position. Il ne peut y avoir de victoire sur les corps de milliers d'enfants morts, de familles brisées, de civils affamés et de destruction totale... Car l'anéantissement n'est pas une victoire. La vie est une victoire. Seule une personne qui considère les habitants de Gaza comme des "terroristes nés", comme le fait le gouvernement israélien dans la pratique, peut déformer mes propos d'une manière aussi ignoble. Oui. Gaza gagnera. La vie gagnera. Et le peuple palestinien recevra ce qu'il mérite - comme tout peuple le mérite : ni plus ni moins".

Aujourd'hui, 70 députés ont signé une pétition visant à entamer une procédure de destitution à l'encontre d'Odeh, sous l'impulsion du député du Likoud Avichai Boaron. Parmi les signataires figurent plusieurs membres de l'opposition : les six députés du parti Yisrael Beiteinu d'Avigdor Liberman, ainsi que quatre députés du parti Unité nationale de Benny Gantz, bien que Gantz lui-même n'ait pas signé. Pour finaliser la procédure de destitution, 90 députés doivent voter en faveur de la pétition une fois qu'elle aura été présentée au plénum de la Knesset.

Odeh, qui a annoncé en mai 2023 qu'il ne se représenterait pas aux élections, ne prend pas la destitution

personnellement. Lorsque je lui ai parlé, il m'a expliqué que sa phrase "Gaza gagnera" était visionnaire. Le gouvernement israélien a tué, détruit et rendu la vie insupportable à Gaza, mais n'a remporté aucune victoire politique sur le peuple palestinien. En fin de compte, Gaza - symbole du peuple palestinien - gagnera. C'est une fatalité historique". En réponse à la déclaration de M. Yahav, il a déclaré : "Mes grands-parents étaient à Haïfa avant même la naissance de Yona [Yahav]. Je lui suggère de retirer ces mots".

Une exigence de vie

Le lendemain de mon entretien avec Odeh, j'ai envoyé un SMS au porte-parole de Yahav, Ofer Harel, et je lui ai posé la question suivante : "Pourquoi le maire s'oppose-t-il à l'organisation de manifestations contre la guerre à Haïfa ? Pourquoi le maire s'oppose-t-il à l'organisation de manifestations contre la guerre à Haïfa ? Et pourquoi Odeh - un résident natif de Haïfa et ancien membre du conseil municipal - n'est-il pas "le bienvenu" dans sa propre ville ?

"Le maire a fait savoir plus d'une fois que la ville de Haïfa est un symbole de coexistence et que tout parti qui tente de saper cette coexistence n'est pas le bienvenu ici", a répondu M. Harel. "La manifestation d'hier en est l'exemple parfait".

Je vis à Haïfa depuis 15 ans et je m'y sens chez moi, j'ai donc pressé Harel de comprendre si je n'étais pas non plus le bienvenu dans ma ville. Comment une ville peut-elle être un "symbole de coexistence" lorsque ses habitants ne peuvent pas exprimer librement leur opposition à une guerre au cours de laquelle des dizaines de milliers de civils, y compris des enfants, ont été tués ? ai-je demandé. "Je suis un habitant de Haïfa. Et je suis, comme beaucoup d'autres citoyens palestiniens de cette ville, d'accord avec la déclaration d'Odeh selon laquelle Israël commet des crimes de guerre, voire un génocide, à Gaza".

Harel a répondu par écrit : "Israël est un pays démocratique et chacun peut manifester et dire ce qu'il veut, dans le respect de la loi. Le maire a souligné qu'il ne souhaitait pas voir à Haïfa des manifestations organisées par ceux qui tentent d'attiser l'atmosphère au lieu de la calmer. Et peu importe de quel côté de la carte politique ils se trouvent : la coexistence à Haïfa a été construite avec beaucoup d'efforts, et il n'y a aucune envie qu'elle soit détruite".

Il semble que l'idée de Yahav de la "coexistence" exige le silence sur les massacres à Gaza. Exiger la fin d'une guerre génocidaire n'est pas une menace pour la "coexistence" ou la "cohabitation", comme je préfère l'appeler. C'est une demande de vie - qui ne fera que renforcer Haïfa en tant qu'espace pour une société partagée.

Pendant la manifestation, j'ai fini par trouver un drapeau palestinien. Il était petit, peint sur la joue d'une petite fille de neuf ou dix ans. Elle avait à peu près le même âge qu'Olina, dont Ronen Argov avait porté la photo tout au long de la marche. J'espérais que la police ne le remarquerait pas et que ses parents ne seraient pas interrogés. La prochaine fois, j'espère amener mes propres enfants. Après tout, c'est pour eux que je marche.